

Aider les femmes agricultrices à vivre le changement climatique: cinq recommandations politiques

Sophia Huyer, Jennifer Twyman, Manon Koningstein, Jacqueline Ashby, and Sonja Vermeulen.

Avec les contributions de Molly Green, Jorge Sellare, Claudia Ringler, Martina Ulrichs, Surabhi Mittal, Pham Thu Thuy, Cecilia Turin, Wiebke Foerch, Alexa Jay, Una Murray, Zewdy Gebremedhin, Rachel Friedman and Prakash Tiwari.

Edité par Sophie Higman

Une recherche récente présentée lors d'une conférence à Paris co-organisée par le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), le Conseil international des sciences sociales (CISS) et Future Earth a produit cinq recommandations politiques essentielles pour aider les femmes agricultrices à vivre le changement climatique.

Recommandations principales

- ▶ Les nouvelles technologies et pratiques pour le changement climatique seront adoptées plus facilement lorsqu'elles seront adaptées aux intérêts, aux ressources et aux demandes des femmes ;
- ▶ Les services de vulgarisation et d'information climatique doivent être utiles aux femmes comme aux hommes ;
- ▶ Les institutions doivent tenir compte des priorités des femmes et soutenir leur capacité adaptative ;
- ▶ Les compétences des femmes en tant qu'agricultrices et innovatrices doivent être reconnues et soutenues ;
- ▶ Les processus de politique climatique devraient aller au delà de la représentation numérique des femmes afin de créer des mécanismes actifs permettant d'exprimer des avis, de prendre des initiatives et d'influencer des décisions.



L'expertise unique des femmes concernant la gestion environnementale peut contribuer au développement des solutions innovantes pour répondre à l'urgence climatique. Photo: A. Paul-Bossuet (ICRISAT).

Les politiques et les programmes climatiques sensibles à la question du genre incluent :

- ▶ La composante « égalité hommes-femmes » comme critère de qualification pour accéder aux financements internationaux.
- ▶ Une conception fondée sur une évaluation des besoins qui distinguent les priorités et les besoins des hommes et des femmes.
- ▶ Des indicateurs de suivi et d'évaluation de véritables changements dans l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.

Introduction

Le changement climatique exige de nouvelles approches de l'agriculture : les pratiques des agriculteurs vont devoir évoluer afin de s'adapter et d'atténuer les changements climatiques. La question de la sexospécificité est essentielle à ce changement. L'agriculture est un élément fondamental du revenu des femmes dans le monde entier et d'autant plus dans les pays les moins développés où l'agriculture est la première activité économique des quatre-cinquièmes des femmes actives économiquement (Doss 2011). De plus en plus de femmes se consacrent à l'agriculture, les hommes acceptant des emplois saisonniers loin de chez eux. Cependant les femmes ont moins accès aux ressources et autres contributions productives permettant d'améliorer les revenus de leurs activités agricoles et de faire face aux défis du changement climatique (FAO 2011).

Les politiques, les institutions et les services qui aident les agriculteurs à développer de nouvelles approches pour gérer le changement climatique devront montrer des résultats tangibles tant pour les femmes que pour les hommes. Ce document fournit cinq recommandations politiques pour soutenir ce processus – basées sur les résultats de recherches effectuées dans des pays à moyen et bas revenus – et créer des politiques climatiques sensibles à la question du genre au niveau national et international. Cette recherche a été présentée en mars 2015 lors d'un séminaire à Paris sur "La réduction du fossé entre hommes et femmes dans l'agriculture en situation de changement climatique", co-organisé par le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), le Conseil international de science sociale (CISS) et Future Earth.

1. Les nouvelles technologies doivent être adaptées aux ressources et aux demandes des femmes

Les nouvelles technologies et les pratiques agricoles peuvent permettre aux agriculteurs de gérer les défis liés au changement climatique. Cependant, les femmes et les hommes n'ont pas toujours le même accès au matériel, au temps et aux ressources (comme un accès sécurisé à la terre, à l'eau, à l'information et aux financements) leur permettant de profiter des nouvelles pratiques et technologies. Leurs priorités peuvent également être différentes lorsqu'il s'agit d'adopter les nouvelles technologies.

Les responsabilités des hommes et des femmes au sein d'une exploitation sont différentes. Par exemple, dans beaucoup de pays, les femmes sont responsables des récoltes pour le foyer et du petit bétail, alors que les hommes sont responsables des récoltes commerciales et du grand bétail. Les foyers agricoles dirigés par des femmes ont tendance à avoir moins de main-d'œuvre disponibles pour le travail agricole car ces exploitations sont souvent plus petites et parce que les femmes assument souvent des tâches ménagères non payées qui les éloignent des activités productives et génératrices de revenus (Ashby et al. 2012). Les femmes, en particulier celles issues de foyers pauvres, ont plus de risques de devoir faire face à des contraintes de temps les empêchant de participer à des initiatives locales d'adaptation climatiques ou à d'autres pratiques qui augmentent leur charge de travail (Behrman et al. 2014). Les pratiques agricoles respectueuses du climat demandent plus de main-d'œuvre la première année ce qui pose un problème de mise en place pour les femmes agricultrices, malgré les avantages qu'elles peuvent en retirer au fil du temps. Il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches sur l'impact positif et négatif des pratiques agricoles respectueuses du climat sur les agricultrices. Des recherches sur l'impact sur les femmes que représente la migration des hommes pour le travail en terme de déplacements de pouvoir et de prises de décision ainsi que sur la production agricole doivent également être menées.

- **Recommandation** : Les ressources disponibles pour les hommes et les femmes ainsi que leurs contraintes de temps sont différentes. Ils peuvent également avoir des priorités différentes. Les interventions agricoles visant à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique doivent être adaptées à ces ressources et contraintes.



Un impact sexospécifié de la variabilité du climat sur les possibilités de production : la preuve avec une production céréalière au Mali

(Dillon et Gill 2014)

Au Mali, la mise en place d'un système d'irrigation a permis aux hommes d'augmenter la valeur totale de leur production, de revendre l'excédent et de partiellement contrebalancer l'effet négatif des chocs climatiques. Les femmes, quand à elles, ont bien moins eu accès aux technologies d'irrigation et n'ont par conséquent pas bénéficié de ces effets de contrebalancement. De même, certains matériels agricoles tels que des motoculteurs ont un effet positif sur la production agricole des hommes, alors que les femmes ont un accès limité à ces matériels et sont donc exclues de cette stratégie d'adaptation. L'utilisation d'autres matériels, comme les charrues, est plus partagée et l'impact sur la production est similaire sur les parcelles cultivées par les hommes et par les femmes. Il est donc nécessaire d'étudier la difficulté d'accès à ces matériels de production et en quoi cela affecte l'adoption et les effets des nouvelles technologies.

Les conséquences d'une nouvelle utilisation des terres riches en carbone sur les possibilités de revenus des femmes dans les Hautes Andes péruviennes

Maria Montenegro, Cecilia Turin, Brent Swallow, Sandeep Mohapatra, Victor Mares et Roberto Quiroz

Dans les Hautes Andes péruviennes, les femmes gardent traditionnellement leur bétail sur des terres communautaires et privées, une pratique qui contribue nettement à leurs revenus et à leur autonomie financière. Grâce au marché en évolution et à l'aide du gouvernement, la culture du maca, une plante racine des Andes à la valeur d'export élevée, s'est étendue dans la région et sur les terres initialement utilisées comme pâturages. Cette arrivée du maca a non seulement des implications sociales notables mais également environnementales. Même si cette culture permet l'emploi des jeunes, l'utilisation de ces sols riches en carbone pour la culture du maca déplace le bétail des femmes et contribue à l'émission de gaz à effet de serre. Le maca épuise également les nutriments du sol, rendant le sol stérile pendant près de dix ans.

2. Les services de vulgarisation et d'information climatique doivent être utiles aux femmes comme aux hommes.

Les services de vulgarisation agricole et d'information climatique sont indispensables pour le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un climat en évolution (Tall et al. 2014a, b). Une prévision météorologique à intervalles différents ainsi qu'un choix de nouvelles options pour la gestion d'une exploitation agricole peut aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à utiliser ces conseils efficacement.

Les femmes ont généralement un accès plus limité aux services de vulgarisation agricoles formels (Swanson et al. 1990; Ragasa 2012). Une des raisons principales est que les services de vulgarisation ne considèrent pas toujours les femmes comme des exploitantes agricoles, et peu de femmes se rendent aux réunions locales organisées par les services de vulgarisation ou visitent des parcelles de démonstration (Banque mondiale et IFPRI 2010). Les femmes ont également moins accès à la radio, aux téléphones portables ou à d'autres médias, et accèdent donc à l'information différemment des hommes.

Utiliser des canaux de diffusion variés peut permettre d'atteindre plus efficacement les femmes. Ceci veut donc dire améliorer l'accès des femmes à la radio, aux ateliers de vulgarisation, aux SMS et aux messages vocaux mais également aux groupes communautaires, aux dispensaires et aux écoles (Tall et al. 2014a, b). Les femmes peuvent également être impliquées différemment dans l'agriculture et accorder une importance différente à certains aspects : elles ont donc besoin d'une information différente.

- **Recommandation** : Tant les canaux de diffusion que le contenu des messages doivent être adaptés aux différents publics. Dans certains cas, des ministères autres que celui de l'agriculture peuvent avoir une portée plus large (par exemple à travers des campagnes centrées sur la santé et la nutrition). Ainsi la coopération entre différents ministères, tels que l'agriculture, la santé et l'environnement, aidera à transmettre le message. Des partenariats avec la société civile, les universités et les organisations locales vont également élargir la portée et l'accès à l'information.



© Prashanth Vishwanathan (CCAFS)

Qui écoute ? Comment les systèmes d'informations climatiques comblent l'écart entre les deux sexes

Sarah McKune, Sandra Russo et Arame Tall (basé sur un compte-rendu d'atelier par Tall et al. 2014a)

Une recherche menée au Kenya et au Sénégal a prouvé que les services d'informations climatiques, qui fournissent des prévisions météorologiques liées à des conseils sur des pratiques agricoles adaptées au changement climatique, avaient tendance à moins viser les femmes que les hommes. Les femmes risquent donc de moins recevoir le message et de moins l'appliquer que les hommes. Des messages adaptés aux différents publics ainsi que des canaux de communication variés (comme la radio, des messages sur téléphone portable, des groupes communautaires) sont nécessaires pour atteindre les différents groupes socio-économiques.

Les téléphones portables permettent la mise en place de services d'agro-conseil

Surabhi Mittal, ML Jat et Clare Stirling

Une étude menée en Inde a montré que la diffusion d'information d'agro-conseil via messages sur les téléphones portables contribuait à réduire la différence d'accès à l'information entre les hommes et les femmes. Les mêmes messages ont été envoyés aux femmes et aux hommes. Le taux d'écoute (c.-à-d. la proportion de messages écoutés) était le même chez les femmes que chez les hommes. Les femmes participant à l'étude ont indiqué que ces messages avaient amélioré leurs connaissances des technologies respectueuses du climat, les avaient aidées à utiliser ces informations de manières plus efficaces et avaient renforcé leur participation aux prises de décision du foyer parce qu'elles étaient informées et reconnues comme telles par leur partenaires masculins. Dans certains cas, le fait de rendre l'information disponible aux femmes augmente leur capacité à prendre part aux décisions du foyer.

3. Les institutions doivent répondre aux priorités des femmes

Les institutions impliquées dans la vulgarisation et l'adaptation au changement climatique dans les zones rurales doivent répondre aux attentes des femmes comme à celles des hommes. Cela peut inclure une gamme d'activités visant à obtenir une sécurité alimentaire malgré le changement climatique qui va au delà de la productivité agricole, par exemple la génération d'un revenu, les épargnes et prêts, ou autres services favorisant l'accès des femmes à la nourriture. Les organisations nationales et internationales travaillant dans le domaine du développement agricole et de la sécurité alimentaire se focalisent généralement sur l'augmentation de la production agricole et sur la meilleure gestion des ressources naturelles. On cherche moins à renforcer une capacité plus large d'adaptation au niveau communautaire pour faire face au défi du changement climatique.

Les femmes membres des organisations locales communautaires sont celles qui fournissent l'information et les services aux femmes le plus efficacement. Elles peuvent réduire le fossé entre les services proposés par les organisations officielles et les problèmes mis en avant par les femmes. Même si les femmes membres de communautés locales peuvent aider à construire la capacité d'adaptation des communautés pour gérer le changement climatique, il faut tout de même veiller à ne pas prendre tout leur temps et à ne pas usurper leurs missions premières.

- **Recommandation :** Les institutions aidant les agriculteurs à améliorer leur sécurité alimentaire malgré le changement climatique doivent prendre en compte des priorités plus larges, allant au-delà de l'agriculture et répondant aux préoccupations tant des hommes que des femmes. Une des fonctions principales de ces institutions est de construire la capacité d'adaptation des femmes.

Connecter les femmes, connecter les hommes : institutions et communautés

Laura Cramer, Wiebke Foerch et Philip Thornton

Une étude menée à travers l'Afrique de l'ouest, de l'est et en Asie du sud a montré que les hommes étaient plus en lien avec les institutions officielles externes (comme des agences nationales de vulgarisation) qui se focalisent largement sur la production agricole. Les femmes ont tendance à plus se concentrer sur les activités d'accès et d'exploitation de la nourriture. Elles ont également tendance à être davantage en lien avec les institutions et les communautés locales qui leur fournissent une aide importante et un filet de sécurité.

L'émancipation des femmes petits propriétaires à travers la conception et l'innovation participative en vue d'une agriculture moins demandeuse de main-d'œuvre au Malawi

Zewdy Gebremedhin, Una Murray, Decolius Kalumo, Ashenafi Tariku, Wellam Kamthunzi, Tony Murray, Rowland Chirwa, Rodah Zulu, Paul Wagstaff et Charles Spillane

Au Malawi, des sessions participatives avec 16 groupes innovants d'agricultrices ont servi à concevoir, développer, tester et améliorer des outils pour une agriculture moins demandeuse de main-d'œuvre. Les outils ont été prioritisés, conceptualisés et conçus par les agricultrices. Grâce au programme 3D4AgDev, des prototypes ont alors été testés et comparés aux outils existants dans des exploitations test, ce qui a permis de mettre au point des nouveaux prototypes améliorés. Les sessions ont révélé la capacité notable des femmes à identifier, établir les priorités, proposer et concevoir des outils améliorés et réducteurs de main-d'œuvre et des technologies d'agro-transformation.

4. Les processus d'innovation des femmes doivent être identifiés et soutenus

Le changement climatique représente un défi pour les agriculteurs et demande des réponses innovantes. Si on leur en donne l'espace et la possibilité, les femmes peuvent innover et sont capables d'identifier et de concevoir de nouvelles technologies (et d'en adapter des existantes) afin de répondre à leurs besoins. Mais la seule capacité à innover n'est pas suffisante: un environnement encourageant doit aider les femmes dans leurs processus d'innovation en leur donnant accès aux installations, aux services et aux subventions.

Alors que les effets du changement climatique s'intensifient, les marchés ruraux vont se développer en direction de produits et services qui soutiennent la résistance au changement climatique (la capacité à résister, absorber et se remettre des effets des changements et chocs climatiques). Il est donc important de comprendre et de reconnaître la participation des femmes dans les chaînes de valeur et de s'assurer que le secteur privé intègre les préoccupations de genre dans l'accès au marché et dans les initiatives d'assurance aux changements climatiques.

- **Recommandation** : Les femmes agricultrices doivent être reconnues comme des innovatrices avec des priorités et des intérêts spécifiques et doivent être considérées comme des partenaires afin d'identifier et de concevoir des outils d'amélioration des conditions de travail. Fournir des mécanismes qui soutiennent et légitiment les innovations des femmes en réponse au changement climatique est susceptible d'améliorer durablement leurs revenus.

Les innovations des femmes dans le domaine de la gestion de l'eau et de la terre dans un contexte de changement climatique dans l'Himalaya : un exemple de réduction du fossé entre hommes et femmes dans une économie d'agriculture de subsistance au sein d'un environnement marginal.

Prakash Tiwari et Bhagwati Joshi

Dans l'environnement marginalisé des montagnes du Kumaon dans l'Himalaya, l'agriculture de subsistance est la principale forme de revenu, forçant une grande partie de la population masculine à émigrer pour chercher un emploi. Étant donné que le changement climatique a mis les systèmes d'agriculture sous pression, les femmes ont de plus en plus de poids dans les prises de décisions sur la gestion de la terre et de l'eau et ont développé leur propre capacité à innover et à s'adapter. Les femmes ont réintroduit des pratiques traditionnelles de conservation de l'eau et ont développé leur propre système de recueillement des eaux de pluie. Les mesures d'adaptation innovatrices de ces femmes renforcent leur capacité d'adaptation au changement climatique, ce qui amène les hommes à les reconnaître de plus en plus comme des gestionnaires de terres légitimes.

La participation des femmes et la considération du genre dans la prise de décision nationale REDD+ au Vietnam

Pham Thu Thuy, Mai Hoang Yen, Maria Brockhaus, Moira Moeliono et Esther Mwangi

La question du genre est importante dans les processus REDD+. Dans le cas du Vietnam, la nécessité de s'assurer de l'égalité des sexes est inscrite dans la stratégie nationale REDD+ et dans la loi de développement et de protection des forêts. Toutefois, le manque de directives claires sur comment l'appliquer au niveau régional et national a freiné leur mise en place. Par conséquent, les mécanismes de partage de bénéfices et des processus par consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), qui ont été développés sous le programme national REDD+ ne tiennent pas compte du sexe.

D'après les entretiens menés au Vietnam auprès de 52 collectivités locales et nationales et des organisations internationales qui participent activement à la prise de décision à tous les niveaux des processus REDD+, les femmes ont été consultées et invitées à participer aux processus REDD+. Cependant, en 2014, seule une femme était présente parmi les 15 membres nationaux du Comité de direction de REDD+ qui fournit des conseils stratégiques sur la mise en place de l'initiative. Les processus législatifs doivent pouvoir permettre la participation active des femmes, pour exprimer leurs opinions, prendre des initiatives et influencer des décisions.

5. Les femmes doivent être incluses dans les procédures de prise de décisions politiques

Les femmes sont des gestionnaires de terres efficaces et sont affectées par les politiques environnementales liées à l'agriculture et à la sylviculture, comme les politiques de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) et la gestion des terres. Elles possèdent des terres, gèrent celles de leur mari et participent au sein de la famille ou de la communauté aux décisions concernant la gestion des terres.

Et pourtant leurs voix ne sont pas toujours entendues dans les prises de décisions et les processus législatifs. Lorsque les femmes sont présentes, elles forment souvent une minorité tant comme représentantes d'une communauté que lors du processus consultatif. Les politiques et les lois nationales ne s'adaptent pas toujours au niveau local. Les normes socio-culturelles, le peu de visibilité des femmes au travail, les lois discriminatoires, les limites en termes d'éducation et de revenus, ainsi que les responsabilités de prise en charge d'autres générations sont des éléments qui expliquent ce phénomène (ONU Femmes 2015). Augmenter la portée de la voix des femmes à tous les niveaux politiques devrait mener à une répartition plus équitable des bénéfices et des coûts des politiques et programmes sur le changement climatique tout en améliorant leur efficacité, leur efficacité et leur durabilité.

- **Recommandation :** Les politiques agricoles, les lois et les processus décisionnels à tous les niveaux – des groupes communautaires aux processus internationaux – seront plus efficaces et appropriés s'ils intègrent des leaders aussi bien hommes que femmes, qu'ils incluent leurs voix et mettent en place des processus qui se traduisent dans des lois et des politiques concrètes.

Créer une politique climatique sensible à la question du genre

Qu'est-ce qu'une politique climatique sensible à la question du genre ?

Une politique climatique sensible à la question du genre vise à s'assurer que les femmes bénéficient autant des politiques climatiques que les hommes. Elle répond aux aspirations et aux priorités spécifiques des femmes et prend en compte leurs contributions au même niveau que celles des hommes.

Améliorer le développement et la mise en place de cette politique climatique sensible à la question du genre

La sexo-spécificité devrait être intégrée dans les politiques sur le changement climatique à tous les niveaux. La convention-cadre des Nations Unies sur le changement de climat (UNFCCC) et ses processus subsidiaires et groupes de travail peuvent et doivent montrer l'exemple afin de s'assurer que les femmes sont représentées et entendues au niveau le plus élevé du processus international de politique climatique. Les systèmes ne doivent pas seulement assurer une représentation numérique féminine appropriée pour mettre en place des mécanismes pour faire reconnaître la voix et la crédibilité des femmes dans le processus législatif. Par exemple, l'UNFCCC devrait institutionnaliser des mécanismes de parité afin d'encourager des hommes à faire valoir activement les voix des femmes.

De son côté, la communauté internationale doit travailler avec les gouvernements nationaux pour inclure l'égalité des sexes dans les politiques et les programmes. Il faudrait commencer par exercer de la pression via les conditions de financements et les subventions pour la lutte contre le changement climatique. Il est également nécessaire d'augmenter les recherches sur les approches sexo-spécifiques

pour assurer la transformation de politiques en programmes concrets.

Les questions d'égalité entre les hommes et les femmes devraient être intégrées à au moins trois domaines clés des politiques et programme sur le changement climatique :

1. La prise en compte de la dimension de genre dans **les critères de sélection** pour accéder aux canaux de financements internationaux, tels que REDD+, le Fonds vert pour le climat, le Mécanisme pour un développement propre, le Fonds d'adaptation et les Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMAs). Il devrait être demandé aux organisations et aux pays faisant des demandes pour ces fonds de démontrer par quels moyens les programmes et interventions vont toucher les femmes et leur être autant bénéfiques qu'aux hommes.
2. **Des évaluations de besoins**, distinguant explicitement les priorités et les possibilités des femmes et des hommes, devraient être incluses dans les conceptions de programmes et de politiques. Ceci devrait être un prérequis pour tous les programmes et les politiques menés à bien sous l'égide du processus de médiation de l'UNFCCC.
3. L'inclusion d'indicateurs du genre dans **la surveillance et l'évaluation** de la mise en place des programmes et de leurs impacts. Ceux-ci doivent être des indicateurs de véritable changement en augmentant le contrôle du matériel productif, la participation aux prises de décision, la sensibilisation, l'autonomisation, et l'augmentation du statut économique des femmes et des hommes. Les indicateurs du genre doivent aller au delà de la représentation des femmes dans les processus de changement climatique. Les femmes doivent être activement impliquées dans la définition et le contrôle des mises en places et des impacts (Schubert 2014).

La politique de genre et le plan d'action du Fonds vert pour le climat

Sonja Vermeulen

Le Fonds vert pour le climat a mis en place une politique de genre et un plan d'action en mars 2015 à la suite de longues consultations. La politique de genre du Fonds prétend qu'une approche sexo-spécifiée va avoir des résultats plus efficaces et équitables, limiter les risques du projet et réduire le fossé entre les sexes suite au changement climatique. Des entités accréditées par le Fonds doivent effectuer une évaluation socio-économique et de genre pour déterminer comment un projet proposé (adaptation ou atténuation) peut répondre aux besoins des femmes et des hommes, identifier les éléments principaux du changement dans la dynamique des sexes, concevoir et budgétiser des activités sexo-spécifiées, identifier des résultats adaptés aux différents sexes et surveiller les progrès y compris les arrangements institutionnels. Un renforcement des capacités sexo-spécifiées et la création de connaissances sur le genre et le changement climatique sont également des éléments clés de la politique sexo-spécifiée du fonds.



© G. Smith (CIAT)

Références

- Ashby J, Kristjanson P, Thornton P, Campbell B, Vermeulen S, Wollenberg E. 2012. *CCAFS Gender Strategy*. Copenhagen, Denmark: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Available at: <http://bit.ly/1O5K1ey>
- Behrman JA, Bryan E, Goh A. 2014. Gender, climate change, and group-based approaches to adaptation. In: Ringler C, Quisumbing AR, Bryan E, Meinzen-Dick R, eds. *Enhancing women's assets to manage risk under climate change: potential for group-based approaches*. *Climate Change, Collective Action and Women's Assets*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. p. 3–8.
- Dillon A, Gill J. 2014. The gender-differentiated impact of climate variability on production possibilities: evidence from cereal production in Mali. In: Ringler C, Quisumbing AR, Bryan E, Meinzen-Dick R, eds. *Enhancing women's assets to manage risk under climate change: potential for group-based approaches*. *Climate Change, Collective Action and Women's Assets*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. p.33–35.
- Doss C. 2011. *If women hold up half the sky, how much of the world's food do they produce?* ESA Working Paper No. 11–04. Rome: Agricultural Development Economic Division, Food and Agricultural Organization of the United Nations. Available at: <http://bit.ly/1MDIrgW>
- [FAO] Food and Agriculture Organization of the United Nations. 2011. *The state of food and agriculture 2010–2011. Women in agriculture: Closing the gender gap for development*. Rome: FAO. Available at: <http://bit.ly/LL9mfR>
- Ragasa C. 2012. Improving Gender-Responsiveness on Agricultural Extension. In: Quisumbing A, Meinzen-Dick R, Raney T, Croppenstedt A, Behrman J, Peterman A. eds. *Gender in agriculture and food security: closing the knowledge gap*. Springer.
- Schubert C. 2014. *What does 'female empowerment' mean to women in Kenya?* CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Copenhagen, Denmark. Available at: <http://bit.ly/1JWvZEu>
- Swanson BE, Farmer BJ, Bahal R. 1990. The current status of agricultural extension worldwide. In: Swanson BE ed. *Report of the global consultation on agricultural extension*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).
- Tall A, Kristjanson P, Chaudhury M, McKune S, Zougmore R. 2014a. *Who gets the information? Gender, power and equity considerations in the design of climate services for farmers*. CCAFS Working Paper No. 89. Copenhagen: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Available at: <http://bit.ly/1YLZtZz>
- Tall A, Hansen J, Jay A, Campbell B, Kinyangi J, Aggarwal PK, Zougmore R. 2014b. *Scaling up climate services for farmers: Mission Possible. Learning from good practice in Africa and South Asia*. CCAFS Report No. 13. Copenhagen: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Available at: <http://bit.ly/1iYMs5X>
- UN Women. 2015. *Women in Power and Decision-making. The Beijing Platform for Action Turns 20*. New York: UN Women. Available at: <http://bit.ly/1MkSKWH>
- World Bank, [IFPRI] International Food Policy Research Institute. 2010. *Gender and governance in rural services: Insights from India, Ghana, and Ethiopia*. Washington, DC: World Bank; IFPRI.

Le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) est un partenariat stratégique du CGIAR et Future Earth, dirigée par le Centre international d'Agriculture Tropicale (CIAT). Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle du CGIAR, Future Earth ou de leurs bailleurs de fonds.

Coordonnées

CCAFS Coordinating Unit – Faculty of Science, Department of Plant and Environmental Sciences, University of Copenhagen, Rolighedsvej 21, DK-1958 Frederiksberg C, Denmark. Tel: +45 35331046; Email: ccafs@cgiar.org

Citation

Huyer S, Twyman J, Koningstein M, Ashby J, Vermeulen S. 2015. *Aider les femmes agricultrices à vivre le changement climatique: cinq recommandations politiques*. CCAFS Policy Brief no. 10. Copenhagen, Danemark: Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). Disponible en ligne à: www.ccafs.cgiar.org

ISSN: 1904-903X

© 2015 CCAFS. Cette publication est distribuée sous licence : Creative Commons Attribution, et peut être librement citée et reproduite à condition que la source soit mentionnée.

Basé sur la recherche de:

International Center for Tropical Agriculture (CIAT), University of Copenhagen, University of North Carolina, the International Food Policy Research Institute (IFPRI), Bioversity International, International Maize and Wheat Improvement Center (CIMMYT), Center for International Forestry Research (CIFOR), International Potato Center (CIP), International Livestock Research Institute (ILRI), 3d4AgDev, Oxford University, Kumaun University. Pour plus d'information, visitez le site: ccafs.cgiar.org/closing-gender-gap

Recherche soutenu par:

